

Pologne

Selon les projections, la croissance du PIB réel devrait refluer à 0.9 % en 2023 en raison du renchérissement de l'énergie consécutif à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, du fléchissement de la demande intérieure et de la détérioration de l'environnement extérieur, avant de remonter à 2.4 % en 2024. L'inflation devrait atteindre un point culminant en 2023, mais il est probable qu'elle restera supérieure au taux cible jusqu'à la fin de 2024.

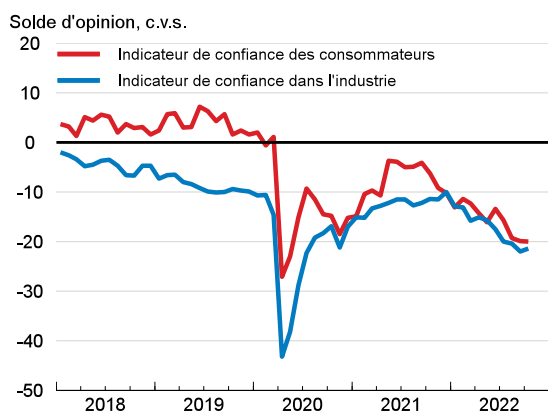
Le resserrement de la politique monétaire devrait se poursuivre pour empêcher que l'inflation ne devienne durablement élevée. Les mesures de soutien budgétaire devraient cibler plus étroitement les ménages vulnérables et apporter un soutien aux réfugiés, tout en évitant d'accentuer les tensions inflationnistes. À moyen terme, une action plus résolue en faveur de la décarbonation et de la transformation numérique, étayée par des mesures visant à améliorer les compétences, renforcerait la sécurité énergétique et conduirait à une croissance économique plus verte et plus vigoureuse.

L'activité économique ralentit sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie

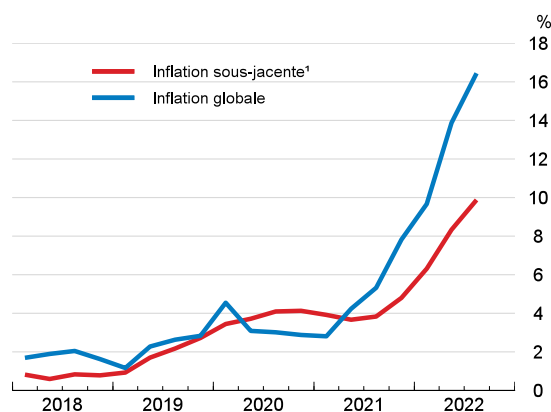
Au deuxième trimestre de 2022, la production n'a progressé que de 0.3 % par rapport au dernier trimestre de 2021, dans un contexte de volatilité élevée. Portée notamment par les dépenses des réfugiés ukrainiens et la reprise consécutive à la pandémie, la consommation privée a augmenté, mais l'investissement a subi un sérieux coup de frein. Le marché du travail reste néanmoins dynamique et la croissance des salaires s'est affermie. L'inflation annuelle globale mesurée par les prix à la consommation s'est hissée à 15.7 % en septembre, accrue par la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires, et l'inflation sous-jacente a atteint 11.5 %. La confiance des consommateurs et des entreprises a continué de s'effriter et la croissance de la production industrielle a ralenti.

Pologne

La confiance des consommateurs et des entreprises s'est encore dégradée



L'inflation globale et l'inflation sous-jacente ont augmenté



1. Indice des prix à la consommation, hors énergie et produits alimentaires.

Source : Eurostat, Enquêtes de conjoncture (*Business and Consumer Surveys*) de la Commission européenne ; et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

Pologne : Demande, production et prix

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Prix courants milliards de PLN	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Pologne						
PIB aux prix du marché	2 288.5	-2.0	6.8	4.5	0.9	2.4
Consommation privée	1 322.3	-3.4	6.3	4.5	2.0	2.5
Consommation publique	412.4	4.9	5.0	1.9	3.0	2.1
Formation brute de capital fixe	432.9	-2.3	2.1	6.1	1.2	3.5
Demande intérieure finale	2 167.6	-1.6	5.2	4.2	2.0	2.6
Variation des stocks ¹	36.1	-1.1	3.0	3.9	-1.9	0.0
Demande intérieure totale	2 203.8	-2.8	8.3	9.3	0.3	2.4
Exportations de biens et services	1 217.4	-1.1	12.5	3.6	1.2	1.5
Importations de biens et services	1 132.7	-2.4	16.1	6.8	1.8	1.5
Exportations nettes ¹	84.7	0.6	-1.0	-1.6	-0.3	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.3	5.1	11.5	8.9	5.4
Indice des prix à la consommation	—	3.4	5.1	14.2	10.8	6.6
IPC sous-jacent ²	—	3.8	4.1	8.7	7.8	4.4
Taux de chômage (% de la population active)	—	3.2	3.4	2.9	3.5	3.8
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	7.3	0.4	-1.3	1.5	-0.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-6.9	-1.8	-3.5	-4.9	-4.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³ (% du PIB)	—	57.2	53.8	51.9	53.6	54.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	2.5	-1.5	-3.7	-3.5	-2.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors produits alimentaires et énergie.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 112.

StatLink  <https://stat.link/7ut9rz>

La Pologne importe environ 60 % de sa consommation d'énergie, mais elle a diversifié ses sources d'approvisionnement pour moins dépendre de la Russie. Le taux de change s'est déprécié depuis février et les prix de l'énergie et des produits alimentaires se sont envolés, apportant la principale contribution à la hausse de l'inflation globale. Il y a actuellement environ 1.3 million de réfugiés ukrainiens sur le territoire polonais (soit l'équivalent de 3.5 % de la population polonaise). La plupart d'entre eux ont trouvé du travail, mais un grand nombre occupent des emplois peu qualifiés. Leur présence a contribué à alléger momentanément les pénuries de main-d'œuvre dont pâtissent certains secteurs de l'économie. Les échanges directs avec la Russie, le Bélarus et l'Ukraine, qui représentaient 3 à 5 % du PIB avant 2022, se sont fortement contractés en raison des sanctions.

La politique budgétaire soutient l'économie mais la politique monétaire se resserre

L'orientation de la politique budgétaire deviendra encore plus expansionniste en 2023, l'objectif étant de soutenir les ménages et les entreprises face aux répercussions de la guerre, avant de se resserrer en 2024. Certaines mesures de soutien existantes telles que le bouclier anti-inflation, qui consiste en des réductions de la TVA et des droits d'accise sur des produits énergétiques et alimentaires, ont été reconduites jusqu'à la fin de l'année, et ces aides devraient être maintenues en 2023. Des subventions au

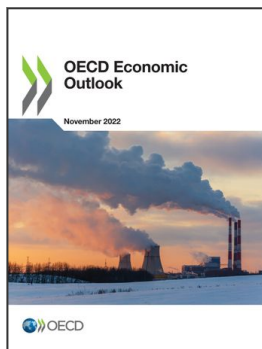
chauffage ont été mises en place et les prix de l'électricité resteront plafonnés. Les dépenses militaires nationales devraient augmenter et passer de 2.2 % du PIB en 2022 à 3 % d'ici 2023, tandis que les dépenses de santé devraient croître de 0.25 % du PIB, accentuant les tensions sur la demande. Le gouvernement a par ailleurs engagé une revalorisation des salaires de la fonction publique de 7.8 % et une augmentation des dépenses consacrées aux programmes de protection sociale. Compte tenu de la hausse persistante de l'inflation, le principal taux directeur a été porté de 1.25 % en novembre 2021 à 6.75 % en septembre 2022, et il est resté inchangé depuis. On anticipe que les taux d'intérêt continueront d'augmenter jusqu'à la mi-2023 pour s'établir à 8 %.

La croissance économique devrait ralentir dans un contexte de forte inflation et de grande incertitude

La croissance du PIB réel devrait refluer à 0.9 % l'an prochain, avant de remonter à 2.4 % en 2024. Le niveau élevé des incertitudes et l'effritement de la confiance des consommateurs et des entreprises pèseront sur la demande intérieure en 2023. L'affaiblissement de la croissance de l'économie des principaux partenaires commerciaux de la Pologne modérera la croissance des exportations. À mesure que la hausse des prix de détail de l'énergie ralentira et que les effets du resserrement de la politique monétaire commenceront à se faire sentir, l'inflation s'orientera à la baisse, mais se maintiendra néanmoins à 6.6 % en 2024, soit un niveau supérieur à la fourchette cible retenue par la banque centrale. L'augmentation du volant de capacités inutilisées poussera l'inflation à la baisse, tandis que l'économie, soutenue en partie par les fonds de l'UE, s'engagera sur la voie du redressement. Les incertitudes sont considérables et les risques qui entourent les perspectives restent orientés à la baisse. Une nouvelle escalade dans la guerre renforcerait l'incertitude, accentuerait l'inflation et mettrait les finances publiques à rude épreuve. De nouvelles perturbations dans les approvisionnements énergétiques pourraient porter atteinte à la production et aux échanges. La poursuite du bras de fer concernant le renforcement du pouvoir judiciaire pourrait retarder un peu plus le décaissement des fonds de la Facilité de l'UE pour la reprise et la résilience. D'un autre côté, l'orientation expansionniste de la politique budgétaire pourrait prolonger la phase d'inflation élevée et nécessiter un nouveau tour de vis monétaire. Une résolution rapide de la guerre contribuerait à stimuler la croissance et à réduire l'inflation.

Les politiques devraient être coordonnées et favoriser les transitions écologique et numérique

Les mesures de politique budgétaire devraient continuer à protéger les ménages les plus vulnérables contre l'inflation, mais elles devraient être mieux ciblées et conçues de manière à inciter aux économies d'énergie, et devraient éviter d'accentuer les tensions inflationnistes dans l'économie. La poursuite de la diversification des sources d'importations énergétiques et l'augmentation des investissements dans les énergies renouvelables amélioreraient la sécurité énergétique et favoriseraient une croissance plus verte. Pour faciliter les transitions numérique et écologique et remédier aux pénuries de compétences, les politiques relatives au marché du travail devraient viser à relever le niveau des compétences de base, qui est faible, et améliorer l'accès à la formation tout au long de la vie pour les seniors, les chômeurs et les travailleurs peu qualifiés. Il convient par ailleurs de poursuivre l'action pour l'intégration des réfugiés sur le marché du travail, en mettant à leur disposition des services de garde d'enfant et des cours de langue.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/f6da2159-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Pologne », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/33566c63-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.